ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 2 octobre 1967, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "n° ... modifiant la législation relative à la Caisse générale d'épargne et de retraite", a donné le 5 octobre 1967 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 2e oktober 1967 door de Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "nr. ... houdende wijziging van de wetgeving betreffende de Algemene Spaar- en Lijfrentekas", heeft de 5e oktober 1967 het volgend advies gegeven :

INTITULE.

L'intitulé reprend la formule proposée par le Conseil d'Etat dans son avis du 17 mai 1967; cependant, si cet intitulé correspondait au dispositif de l'arrêté royal n° 20 du 23 mai 1967, lequel modifiait plusieurs lois, il n'en va plus de même du présent projet qui se borne à modifier la seule loi du 16 mars 1865.

Il serait dès lors plus exact d'écrire :

"Arrêté royal n° ... modifiant la loi du 16 mars 1865 qui institue une Caisse générale d'épargne et de retraite".

Article 1er.

Cet article rétablit, dans une rédaction nouvelle, l'article 4 de la loi du 16 mars 1865. La nouvelle disposition qui traite de la foi aux copies photographiques n'est pas à sa place entre deux articles qui définissent certaines des activités légales de la Caisse générale d'épargne et de retraite.

Il vaudrait mieux insérer le nouveau texte à la fin du chapitre Ier de la loi de 1865 en tant qu'article 18bis.

Le nouveau texte met sur le même pied que les originaux les copies photographiques ou microphotographiques à condition qu'elles aient été établies par la Caisse ou sous son contrôle.

.../.

Il est proposé de compléter cette disposition en prévoyant que les reproductions de ces copies devront être certifiées conformes par un agent de la Caisse et revêtues du sceau de celle-ci.

Article 2.

L'article 11 de la loi de 1865 détermine les attributions du conseil d'administration. L'article 2 du projet insère dans cet article une disposition qui ne se borne pas à compléter ces attributions, mais qui permet d'élargir les activités de la Caisse elle-même. Cette dernière matière doit faire l'objet d'une disposition expresse et séparée; le Conseil d'Etat propose de la régler dans un nouvel article 4, tandis que les attributions du conseil d'administration resteraient déterminées par l'article 11.

Article 3.

A raison des modifications nombreuses subies par l'article 29 et des aménagements qui doivent y être apportés, le Conseil d'Etat propose de remplacer tout l'article ainsi qu'il est fait dans le texte proposé ci-après.

Article 6.

La modification du plafond de 200.000 francs doit être faite trois fois dans le corps de l'article 60bis de la loi de 1865.

.../...

Article 7.

L'exécution des mesures nécessaires ... peut s'entendre aussi bien d'une application en fait que d'une intervention réglementaire. Dans l'intention du Gouvernement, il s'agit exclusivement de cette dernière intervention. Il serait plus clair de se référer à l'entrée en vigueur des mesures réglementaies envisagées.

Le nouvel article 60bis peut trouver une place plus normale à l'article 60, abrogé par l'arrêté royal n° 20 du 23 mai 1967.

Article 8.

Pour les raisons indiquées lors de l'examen de l'article 3 du projet, le Conseil d'Etat propose de remplacer l'article 63 en son entier.

\+

\+ \+

Le texte proposé ci-après tient compte des observations qui précèdent.

"Article 1er.-

L'article 4 de la loi du 16 mars 1865 qui institue une Caisse générale d'épargne et de retraite, abrogé par l'arrêté royal n° 20 du 23 mai 1967, est rétabli dans la rédaction suivante :

.../...

"Article 4. La Caisse est autorisée à exercer pour son compte ou pour le compte d'autres organismes financiers du secteur public, des activités complémentaires de sa mission propre et susceptibles d'intéresser sa clientièle d'épargnants".

Article 2.-

L'article 11 de la même loi, modifié par l'arrêté royal n° 20 du 23 mai 1967, est complété par la disposition suivante :

"Il détermine, sous l'approbation du Ministre des Finances, la nature, l'étendue et les conditions d'exercice des activités complémentaires prévues à l'article 4".

Article 3.-

Un articles 18bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

"Article 18bis. Les copies photographiques ou microphotographiques des documents détenus par la Caisse générale d'épargne et de retraite font foi comme les originaux, si elles ont été établies par cet organisme ou sous son contrôle.

Les reproductions qui en sont délivrées doivent être certifiées conformes par un agent délégué à cette fin et revêtues du sceau de la Caisse".

.../...

Article 4.-

L'article 29 de la même loi, modifié par l'arrêté royal du 14 octobre 1937 et par l'arrêté royal n° 20 du 23 mai 1967, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 29. La part de l'actif de la Caisse destinée aux placements définitifs est rendue productive par les opérations suivantes :

1° acquisition de fonds publics belges ou d'autres valeurs garanties par l'Etat;

2° acquisition d'obligations sur les provinces ou les communes de la Belgique;

3° acquisition d'obligations des sociétés belges qui, depuis cinq ans consécutifs au moins, ont fait face à tous leurs engagements au moyen de leurs ressources ordinaires, ou d'obligations des sociétés issues de la transformation d'entreprises qui réunissaient ces mêmes conditions;

4° prêts et ouvertures de crédit hypothécaires;

5° ouvertures de crédit, à moyen ou à long terme, en faveur de personnes physiques ou morales pour les besoins de leurs exploitations industrielles, commerciales, agricoles ou artisanales, ainsi que pour les besoins d'autres activités professionnelles.

Les décisions relatives à l'acquisition d'obligations de sociétés sont prises à la majorité des deux tiers des voix".

.../...

Article 5.-

L'article 39 de la même loi, abrogé par l'arrêté royal n° 20 du 23 mai 1967, est rétabli dans la rédaction suivante et inséré dans le chapitre III :

"... (texte de l'article 4 du projet du Gouvernement) ... ".

Article 6.-

... (texte de l'article 5 du projet du Gouvernement) ...

Article 7.-

L'article 60 de la même loi, abrogé par l'arrêté royal n° 20 du 23 mai 1967, est rétabli dans la rédaction suivante :

"Article 60. Une caisse d'assurances sur la vie est annexée à la caisse de retraite. Les conditions générales ainsi que les tarifs des opérations d'assurances effectuées par cette caisse sont arrêtés par le conseil général et approuvés par le Roi.

Les primes peuvent être uniques ou périodiques".

Article 8.-

Dans le § 1er, alinéa 2, et dans le § 2, alinéas 1er et 2, de l'article 60bis de la même loi, inséré par la loi du 21 juin 1894 et modifié notamment par la loi du 22 juillet 1952, le nombre "200.000" est remplacé par le nombre "500.000".

.../...

Article 9.-

L'article 63 de la même loi, modifié par les lois des 1er juillet 1869 et 21 juin 1894 et par l'arrêté royal n° 20 du 23 mai 1967, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 63. Les actifs disponibles des caisses sont placés en :

1° acquisition de fonds publics belges ou d'autres valeurs garanties par l'Etat;

2° acquisition d'obligations sur les provinces ou les communes de la Belgique;

3° acquisition d'obligations des sociétés belges qui, depuis cinq ans consécutifs au moins, ont fait face à tous leurs engagements au moyen de leurs ressources ordinaires;

4° prêts et ouvertures de crédit hypothécaires;

5° ouvertures de crédit, à moyen ou à long terme, en faveur de personnes physiques ou morales pour les besoins de leurs exploitations industrielles, commerciales, agricoles ou artisanales, ainsi que pour les besoins d'autres activités professionnelles".

Article 10.-

A la date qui sera déterminée par le Roi et qui ne pourra être antérieure à l'entrée en vigueur des mesures réglementaires destinées à réaliser l'équivalence de régime prévue à l'article 39 inséré dans la même loi par l'article 5 du présent arrêté, seront abrogés :

.../...

1° l'article 47 de la même loi, modifié par l'arrêté-loi du 23 octobre 1946 et par le présent arrêté;

2° l'article 47bis, inséré par la loi du 22 juillet 1952 dans la même loi;

3° l'article 60bis, inséré par la loi du 21 juin 1894 dans la même loi et modifié par les lois des 22 juillet 1952, 27 juin 1956 et 30 juin 1956 et par le présent arrêté;

4° l'article 60ter, inséré par la loi du 27 juin 1928 dans la même loi et modifié par l'arrêté royal n° 20 du 23 mai 1967;

5° l'article 60quater, inséré par la loi du 30 juin 1956 dans la même loi et modifié par la loi du 31 août 1963 .

L'article 60 de la même loi, rétabli par l'article 7 du présent arrêté, entrera en vigueur à la même date.

Article 11.-

Sous réserve des dispositions de l'article 10, le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

Article 12.-

Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

...

... ".

OPSCHRIFT.

Het opschrift is geredigeerd zoals de Raad van State heeft voorgesteld in zijn advies van 17 mei 1967; de daar gebruikte formule beantwoordde weliswaar aan de inhoud van het koninklijk besluit nr. 20 van 23 mei 1967 dat verscheidene wetten wijzigde, maar dat is niet meer het geval met het onderhavige ontwerp dat alleen de wet van 16 maart 1865 wijzigt.

Een juistere lezing ware dan ook :

"Koninklijk besluit nr. ... tot wijziging van de wet van 16 maart 1865 houdende oprichting van een Algemene Spaar- en Lijfrentekas".

Artikel 1.

Dit artikel herstelt, in een nieuwe lezing, artikel 4 van de wet van 16 maart 1865. De nieuwe bepaling, die handelt over de bewijskracht van fotocopieën, is niet op haar plaats tussen twee artikelen die bepaalde wettelijke activiteiten van de Algemene Spaar- en Lijfrentekas definiëren.

Het ware beter de nieuwe tekst op te nemen aan het slot van hoofdstuk I van de wet van 1865, als artikel 18bis.

De tekst stelt foto- of microfotocopieën op gelijke voet met de originele stukken, op voorwaarde dat die copieën door de Kas of onder haar controle zijn gemaakt.

.../..

Voorgesteld wordt, in die bepaling ook te zeggen dat afdrukken van die copieën voor eensluidend moeten worden verklaard door een ambtenaar van de Kas en met haar zegel moeten worden bekleed.

Artikel 2.

Artikel 11 van de wet van 1865 bepaalt de bevoegdheden van de raad van beheer. Artikel 2 van het ontwerp voegt in dat artikel een bepaling in, die niet alleen die bevoegdheden aanvult maar ook toestaat de activiteiten van de Kas zelf te verruimen. Hiervoor is een uitdrukkelijke, afzonderlijke bepaling vereist; de Raad van State stelt voor, daar een nieuw artikel 4 aan te wijden, terwijl de bevoegdheid van de raad van beheer in artikel 11 bepaald zou blijven.

Artikel 3.

Wegens de talrijke wijzigingen die artikel 29 reeds heeft ondergaan en die welke er thans moeten worden in aangebracht, stelt de Raad van State voor, het gehele artikel te vervangen zoals hierna is voorgesteld.

Artikel 6.

Het bedrag van 200.000 frank moet in artikel 60bi van de wet van 1865 op drie plaatsen worden gewijzigd.

.../...

Artikel 7.

De uitvoering van de maatregelen nodig om ..., kan én als een feitelijke toepassing, én als een verordenend optreden worden verstaan. De Regering beoogt alleen dit laatste optreden. Duidelijker ware het, te verwijzen naar de inwerkingtreding van de voorgenomen verordeningsmaatregelen.

Het nieuwe artikel 60bis kan beter de plaats innemen van artikel 60, dat opgeheven is bij het koninklijk besluit nr. 20 van 23 mei 1967.

Artikel 8.

Om de redenen die zijn opgegeven in verband met artikel 3 van het ontwerp, stelt de Raad van State voor, artikel 63 in zijn geheel te vervangen.

\+
\+ \+

In de hierna voorgestelde tekst is met deze opmerkingen rekening gehouden.

"Artikel 1.-

Artikel 4 van de wet van 16 maart 1865 houdende oprichting van een Algemene Spaar- en Lijfrentekas, opgeheven bij het koninklijk besluit nr. 20 van 23 mei 1967, wordt in de volgende lezing hersteld :

.../...

"Artikel 4. De Kas mag voor haar rekening of voor rekening van andere financiële instellingen van de overheidssector activiteiten uitoefenen die haar eigen taak aanvullen en haar spaarderscliënteel kunnen interesseren".

Artikel 2.-

Artikel 11 van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 20 van 23 mei 1967, wordt met de volgende bepaling aangevuld :

"Hij bepaalt, met goedkeuring van de Minister van Financiën, de aard, de omvang en de voorwaarden voor de uitoefening van de aanvullende activiteiten bedoeld in artikel 4".

Artikel 3.-

In dezelfde wet wordt een artikel 18bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 18bis. De foto- of microfotocopieën van de documenten die de Algemene Spaar- en Lijfrentekas onder zich heeft, hebben dezelfde bewijskracht als de originele stukken, indien die copieën door die instelling of onder haar controle zijn gemaakt.

De afdrukken die daarvan worden afgegeven, moeten door een daartoe gemachtigd ambtenaar voor eensluidend worden verklaard en moeten worden bekleed met het zegel van de Kas".

.../...

Artikel 4.-

Artikel 29 van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 oktober 1937 en bij het koninklijk besluit nr. 20 van 23 mei 1967, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 29. Het gedeelte van het actief van de Kas, bestemd voor definitieve beleggingen, wordt produktief gemaakt door de volgende verrichtingen :

1° verkrijging van Belgische Staatsfondsen of van andere door de Staat gewaarborgde effecten;

2° verkrijging van obligaties van Belgische provincies of gemeenten;

3° verkrijging van obligaties van Belgische vennootschappen die, sedert ten minste vijf opeenvolgende jaren, al hun verbintenissen zijn nagekomen met hun gewone middelen, of van obligaties van vennootschappen die zijn ontstaan uit de omvorming van ondernemingen die aan diezelfde voorwaarden voldeden;

4° hypothecaire leningen en kredietopeningen;

5° kredietopeningen op middellange of op lange termijn ten bate van natuurlijke of rechtspersonen voor de behoeften van hun nijverheids-, handels-, landbouw- of ambachtsbedrijven, en voor de behoeften van andere beroepswerkzaamheden.

De beslissingen betreffende de verkrijging van obligaties van vennootschapeen worden genomen bij meerderheid van twee derde der stemmen".

.../...

Artikel 5.-

Artikel 39 van dezelfde wet, opgeheven bij het koninklijk besluit nr. 20 van 23 mei 1967, wordt in de volgende lezing hersteld en ingevoegd in hoofdstuk III :

"... (tekst van artikel 4 van het Regeringsontwerp)...".

Artikel 6.-

... (tekst van artikel 5 van het Regeringsontwerp)...

Artikel 7.-

Artikel 60 van dezelfde wet, opgeheven bij het koninklijk besluit nr. 20 van 23 mei 1967, wordt in de volgende lezing hersteld :

"Artikel 60. Een levensverzekeringskas wordt aan de Lijfrentekas verbonden. De algemene voorwaarden en de tarieven van de verzekeringsverrichtingen van die Kas worden door de algemene raad vastgesteld en door de Koning goedgekeurd.

De premies worden in éénmaal of periodiek betaald".

Artikel 8.-

In § 1, tweede lid, en in § 2, eerste en tweede lid, van artikel 60bis van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 21 juni 1894 en onder meer gewijzigd bij de wet van 22 juli 1952, wordt het getal "200.000" vervangen door het getal "500.000".

.../

Artikel 9.-

Artikel 63 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 1 juli 1869 en 21 juni 1894 en bij het koninklijk besluit nr. 20 van 23 mei 1967, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 63. De beschikbare activa van de kassen worden belegd in :

1° verkrijging van Belgische Staatsfonden of van andere door de Staat gewaarborgde effecten;

2° verkrijging van obligaties van Belgische provincies of gemeenten;

3° verkrijging van obligaties van Belgische vennootschappen die, sedert ten minste vijf opeenvolgende jaren, al hun verbintenissen zijn nagekomen met hun gewone middelen;

4° hypothecaire leningen en kredietopeningen;

5° kredietopeningen op middellange of op lange termijn ten bate van natuurlijke of rechtspersonen voor de behoeften van hun nijverheids-, handels-, landbouw- of ambachtsbedrijven, en voor de behoeften van andere beroepswerkzaamheden".

Artikel 10.-

Op de datum die door de Koning zal worden bepaald en die niet mag vallen vóór de inwerkingtreding van de verordeningsmaatregelen voor het tot stand brengen van het gelijkwaardig remime bedoeld in artikel 39, in dezelfde wet ingevoegd bij artikel 5 van dit besluit, zullen worden opgeheven :

.../...

1° artikel 47 van dezelfde wet, gewijzigd bij de besluitwet van 23 oktober 1946 en bij dit besluit;

2° artikel 47bis, in dezelfde wet ingevoegd bij de wet van 22 juli 1952;

3° artikel 60bis, in dezelfde wet ingevoegd bij de wet van 21 juni 1894 en gewijzigd bij de wetten van 22 juli 1952, 27 juni 1956 en 30 juni 1956 en bij dit besluit;

4° artikel 60ter, in dezelfde wet ingevoegd bij de wet van 27 juni 1928 en gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 20 van 23 mei 1967;

5° artikel 60quater, in dezelfde wet ingevoegd bij de wet van 30 juni 1956 en gewijzigd bij de wet van 31 augustus 1963 .

Artikel 60 van dezelfde wet, hersteld bij artikel 7 van dit besluit, zal op dezelfde datum in werking treden.

Artikel 11.-

Onder voorbehoud van het bepaalde in artikel 10 treedt dit besluit in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Artikel 12.-

Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit

...

...".

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs :	G.VAN BUNNEN,	conseiller d'Etat,	président,
de Heren :		staatsraad,	voorzitter,
	J.MASQUELIN,	conseillers d'Etat,	
Madame :	G.CISELET,	staatsraden,	
Mevrouw :			
Monsieur :	G.DE LEUZE,	greffier adjoint,	greffier.
de Heer :		adjunct-griffier,	griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le controle de M.G.VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M.G.PIQUET, substitut de l'auditeur général.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.G.VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H.G.PIQUET, substituut-auditeur-generaal.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, — LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G.DE LEUZE. — (s. G.VAN BUNNEN.